

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121
03403 – YZEURE CEDEX

Yzeure, le 03/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ZINQ AUVERGNE

ZI du Pont Panay
BP 34
03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule

Références : [03-157](#)
Code AIOT : 0005600090

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement ZINQ AUVERGNE implanté LE PONT PANAY ZI 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale de contrôle des conditions de stockage de produits chimiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à enregistrement.

Un état d'avancement de la procédure d'autorisation en cours a également été fait lors de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ AUVERGNE
- LE PONT PANAY ZI 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule
- Code AIOT : 0005600090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ Auvergne appartient au groupe allemand ZINQ, un des premiers groupes de galvanisation en Europe.

L'établissement est présent à Saint Pourçain sur Sioule depuis 1978 et compte 130 salariés.

Les outils de production, un ensemble de cuves de décapage des aciers et un bain de zinc fondu de 16 mètres de longueur, permettent de galvaniser environ 50 000 tonnes de pièces par an. L'ajout de 2 nouvelles cuves de rinçage et la modification du bain de dézingage vont entraîner le classement de l'établissement dans la catégorie des sites seveso seuil bas. C'est l'objet de la demande d'autorisation en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dimensionnement adapté des capacités de rétention afférentes aux stockages de produits chimiques ;
- Respect des incompatibilités chimiques des produits stockés et mis en rétention ;
- Bon état et entretien périodique des dispositifs de rétention ;
- Etiquetage des contenants de produits chimiques ;
- Disponibilité des fiches de données de sécurité et mise en oeuvre des prescriptions inhérentes aux conditions de stockage et d'intervention en cas de dispersion accidentelle.

2) Constats

2-1) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une gestion des rétentions en béton qui nécessite d'être revue par la mise en place d'un suivi documenté de ces dernières afin de permettre de garantir leurs fonctions en cas de déversement. Des réparations doivent être menées afin de garantir leur étanchéité permanente.

Une mise à jour de certaines fiches de données de sécurité devra être effectuée auprès des fournisseurs de produits chimiques.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Entretien de la rétention et gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constat suivante doit faire l'objet d'une réponse de l'exploitant :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délai
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	3 mois

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Deux zones au sein de l'établissement comportent des produits ou substances chimiques : <ul style="list-style-type: none">- un local dédié aux produits chimiques servant à compléter les différents bains de la chaîne de traitement de surface- un espace au sein du local dédié au recyclage des bains de rinçage <p>Les six conteneurs de type IBC présents dans le local produits chimiques comportent l'étiquetage des contenants commerciaux des produits chimiques. Les étiquetages comportent la désignation commerciale et l'ensemble de l'étiquetage réglementaire requis (pictogrammes, mentions d'avertissement, de danger et conseils de prudence).</p> <p>Trois cuves de 20 m3 d'acide usés sont présents dans ce même local ; la signalisation sur les trois cuves fixes était visible.</p> <p>L'étiquetage sur ces contenants est cohérente avec les données indiquées dans les fiches de données de sécurité (FDS) présentées lors de la visite.</p> <p>Dans le local recyclage des bains de rinçage, un seul IBC est présent, de l'ammoniaque. L'étiquette est présente et cohérente avec la FDS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) de tous les produits chimiques entreposés au sein de l'établissement. Il établit des fiches simplifiées à partir des FDS fournisseurs à destination du personnel, servant notamment de consignes d'exploitation lors de l'utilisation des produits.
Observations : Des 4 FDS consultés lors de la visite, celles relatives au produit BRUGAL GALVAPAS 320, ZINCAREV D11 AE et Polytenid 55, tous des corrosifs, datant d'avant 2021 devront faire l'objet d'une mise à jour auprès du fournisseur pour satisfaire le règlement européen 2020/878.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, une version à jour des FDS.

N° 3 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions.</p>
<p>Constats : Les produits chimiques entreposés dans le local dédié sont disposés sur rétentions séparées.</p> <ul style="list-style-type: none">- les 3 cuves d'acides usées de 20 m³ chacune sont implantées dans une rétention en béton de 63; m³- les cinq conteneurs IBC de 1 m³ sont situés sur un point haut, en pente conduisant les éventuelles fuites vers une rétention en béton d'environ 40 m³. <p>Dans ce local est également présent une rétention individuelle en matières plastiques pour l'entreposage d'huiles usagées (quelques dizaines de litres pour un volume de rétention d'environ 1 m³).</p> <p>Dans l'atelier dédié au traitement des eaux de bains de rinçage, 2 rétentions individuelles distinctes d'1 m³ sont présentes pour le stockage d'IBC d'ammoniaque et de peroxyde d'hydrogène. Le jour de la visite, aucun conteneur de peroxyde n'était présent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention et gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Les rétentions individuelles en matières plastiques présentes dans l'établissement sont en bon état. Les rétentions en béton dans le local dédié au stockage des produits chimiques sont partiellement abimées, le revêtement d'étanchéité de leurs parois est dégradé. L'état des rétentions en béton indique que le contrôle périodique de ces rétentions n'est pas effectué. L'aire de chargement/déchargement des acides usés est accolée au local produits chimiques, abrité par un auvent, formant un pente en direction d'un regard connecté à la rétention béton à l'intérieur du local.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Au sein du local produits chimiques, seuls des substances corrosives sont entreposées. Une matrice d'incompatibilité est présente dans le local pour éviter l'entreposage de matière pouvant réagir entre elles en cas de fuite. Dans la zone de traitement des bains de rinçage, les deux produits stockés, ammoniacque et peroxyde sont sur une rétention propre à chaque contenant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Le service maintenance de l'entreprise réalise mensuellement un état des stock de produits chimiques. Aucune matière combustible particulière n'est entreposée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant dispose de consignes de sécurité indiquant les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet